 <b>GOUVERNEMENT</b> <i>Liberté Égalité Fraternité</i>	<p align="center"><b>Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</b></p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p>
	Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme

**En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale**

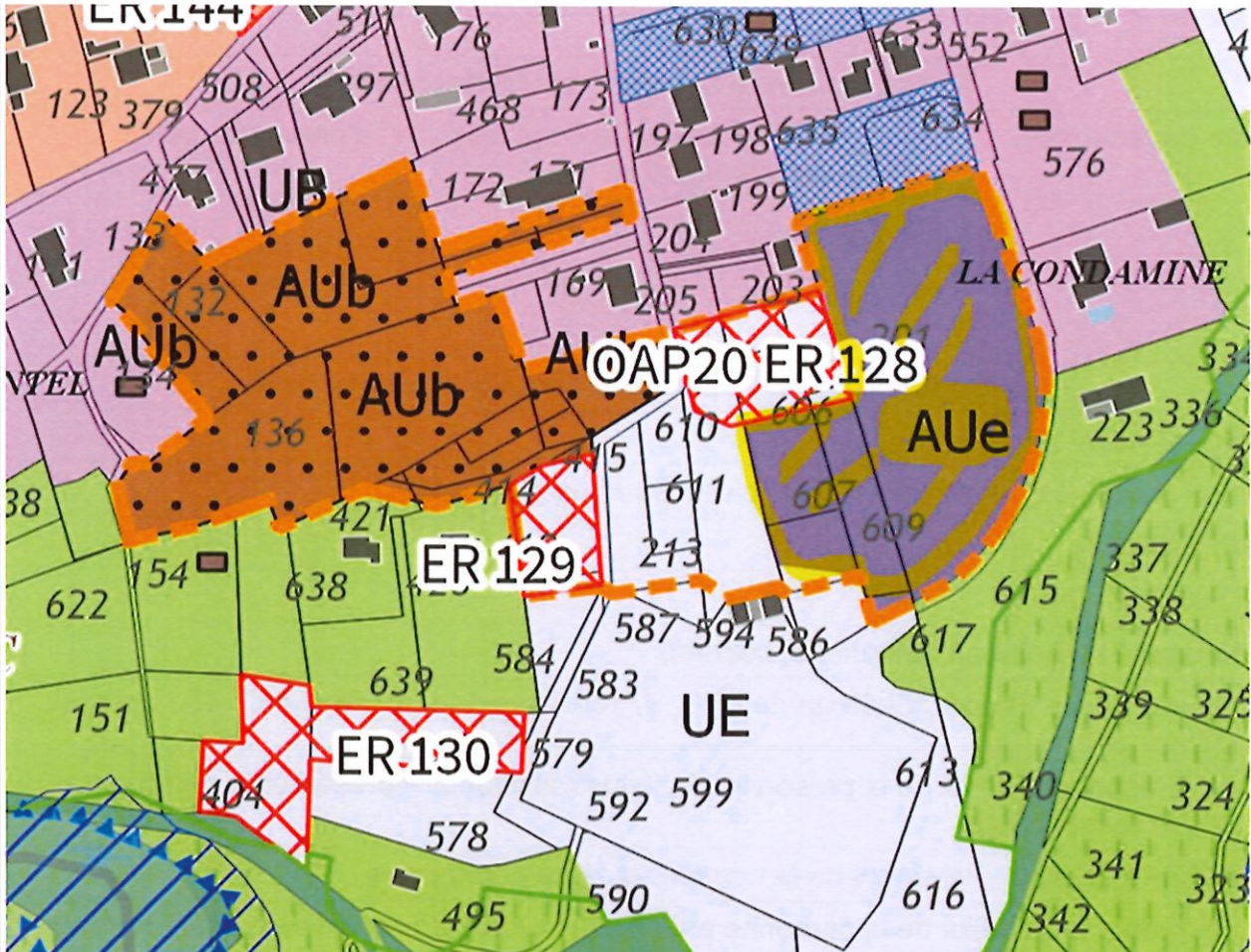
*Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.*

*Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)*

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Communauté de communes Ardèche des Sources et Volcans
SIRET/SIREN
200 039 824 00012
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
Adresse : 12 rue Pouget, Château de Blou, 07330 Thueyts / tel : 0475890148 / courriel : cdc@asv-cdc.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
D'IMPERIO Cédric, Président de la communauté de communes
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
DELORME Claire, chargée de mission de la communauté de communes
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
Adresse : 12 rue Pouget, Château de Blou, 07330 Thueyts / tel : 0788088722 / courriel : claire.delorme@asv-cdc.fr



2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLUi
2.2 Intitulé du document
PLUi Ardèche des Sources et Volcans
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
Approuvé le 31 mars 2022 <a href="https://www.asv-cdc.fr/services-au-quotidien/urbanisme/elaboration-du-plui">https://www.asv-cdc.fr/services-au-quotidien/urbanisme/elaboration-du-plui</a>
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
EPCI Ardèche des Sources et Volcans
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
<p>Thueyts quartier de la Condamine – OAP 20 – zone AUe :</p> 
3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?



<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes approuvé le 10 avril 2020
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT de l'Ardèche Méridionale, approuvé le 21 décembre 2022
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE Rhône-méditerranée 2022-2027, approuvé le 18 mars 2022 SAGE Ardèche, approuvé le 29 août 2012 SAGE Loire Amont, approuvé le 22 octobre 2017 PGRI Rhône-méditerranée 2022-2027, approuvé le 21 mars 2022 PGRI Loire-Bretagne 2022-2027, approuvé le 15 mars 2022 Charte du Parc Naturel Régional des Monts d'Ardèche 2013-2025

<b>3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU</b>
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration <input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
26 octobre 2021
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
/
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ? <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
/
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
L'avis de l'autorité environnementale a été pris en compte dans la version approuvée du PLUi. Les évolutions apportées aux différentes pièces du dossier sont précisées dans le document annexé à la délibération d'approbation du PLUi (« Prise en compte des avis joints au dossier d'enquête publique, des observations du public et du rapport de la commission d'enquête »).

<p>Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale</p> <p><input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non</p>
Modification simplifiée du PLUi N°1 – avis MRAE n° 2023-ARA-AC-3157
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
<p>Approuvé par délibération du conseil communautaire le 14 novembre 2023, ayant pour objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- d'apporter des ajustements et des compléments réglementaires mineurs,</li> <li>- de mettre à jour la liste des emplacements réservés,</li> <li>- d'identifier des constructions en zone naturelle ou agricole pouvant faire l'objet d'un changement de destination.</li> </ul>

<b>4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine</b>
<b>4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique</b>
Modification simplifiée du PLUi (article L153-45 du code de l'urbanisme)
<b>4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU</b>
4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)
9716 habitants (INSEE recensement 2021)

4.2.2 Caractéristiques spatiales				
Superficie totale (en hectares)	26714 ha – pas de changement après évolution			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	598	2.24%	598	2.24%
zones 1 AU	12.7	0.05%	12.7	0.05%
zones 2 AU	5.7	0.02%	5.7	0.02%
zones A	5862.6	21.94%	5862.6	21.94%
zones N	20235.4	75.75%	20235.4	75.75%
Total	26714.4	100	26714.4	100



**4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).**

Entre 2002 et 2016, près de 80 ha de terres agricoles et naturelles ont été urbanisés, soit environ 5,7 ha par an. Le PADD du PLUi fixe comme objectif de diviser par deux le rythme de la consommation foncière des espaces naturels, agricoles et forestiers, observé entre 2002 et 2016, à destination des espaces urbanisés pour la période 2016-2032. Près de 20% de ces espaces urbanisés seront à vocation principale économique et près de 80% de ces espaces seront à vocation principale logement. Environ 60% des logements pourraient être construits dans l'enveloppe urbaine existante et 40% seraient à programmer en extension. Les densités moyennes des opérations en densification sur les dents creuses stratégiques et en extension des enveloppes urbaines existantes sont nuancées selon le niveau d'armature territoriale : l'objectif sera d'atteindre environ 25 logements/ha sur le pôle principal, 20 logements/ha sur les bourgs périphériques, et entre 12 et 15 logements/ha sur les villages et le village relais.

### **4.3 Caractéristiques de la procédure**

#### **4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure**

La modification simplifiée N°2 envisagée du PLUi a pour objet :

- de rectifier l'OAP N°20 pour tenir compte de l'abandon du projet de construction d'un nouvel EHPAD et des aménagements prévus à la place : équipements publics (micro-crèche et locaux de santé) et logements
- de rectifier le règlement de la zone AUe afin d'autoriser la destination « logement » et compléter les règles d'insertion architecturale, urbaine, paysagère et environnementale, s'agissant d'une zone à vocation mixte, équipements d'intérêts collectifs et habitats.

**4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions**

☐ Oui  
☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

/

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui  
☒ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

/

**4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs**

<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/

<b>4.3.4 La procédure a pour objet :</b>
- de créer un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/
- de déclasser un espace boisé classé <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et la superficie
/
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
/
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
/
<b>4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet



/
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
/
<b>4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)</b>
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
/
<b>4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur</b>
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la <b>rubrique 3.1</b> , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
/
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
/
<b>4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales</b> <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
<b>Si oui, préciser les effets</b>
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	X	<input type="checkbox"/>	L'intégralité du territoire (les 16 communes) est concernée par la loi montagne.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	X	

Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	X	<input type="checkbox"/>	3 sites Natura 2000 de type ZSC : - « Cévennes ardéchoises » FR8201670 - « Loire et ses affluents » FR8201666 - « Secteurs des Sucs » FR8201664
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	Sites classés : - cascade du Ray-Pic et ses abords - coulées basaltiques et pont du Diable de Thueys  Sites inscrits : - église Notre-Dame-de-Prévenchères, - ensemble urbain de Montpezat-sous-Bauzon, - château de Pourcheyrolles - abords du château de Ventadour
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	Plan de prévention des risques inondation Ardèche (2003 et 2004) et nouvelle connaissance du risque en 2014 (étude artélia)
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	



Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	X	Bassin houiller de Prades-Lalevade : Cartes d'aléas du 8 février 2012 et modifiées le 20 janvier 2016, portées à la connaissance des communes de Fabras, Jaujac, Prades, Lalevade-d'Ardèche et St-Cirgues-de-Prades
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	X	
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	X	<input type="checkbox"/>	<p>Monuments historiques inscrits (périmètre de protection de 500 mètres) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ferme dite « Peyronnet » (Sagnes-et-Goudoulet)</li> <li>- Ferme dite « Pra Plot » (Péreyres)</li> <li>- Maison forte dite Château Gallimard (Burzet)</li> <li>- Prieuré de Belvezet (Ancien) (Burzet)</li> <li>- Commanderie de l'Hôpital (Ancienne)(Montpezat-sous-Bauzon)</li> <li>- Immeuble dit Jardet (Thueyts)</li> <li>- Château de Hautségur (Meyras)</li> <li>- Château de Ventadour (restes) (Meyras)</li> <li>- Eglise de Nieigles (ancienne) (Pont-de-Labeaume)</li> <li>- Château du Bruget (Jaujac)</li> <li>- Mine de Champgontier (Prades)</li> <li>- Ancienne maison forte de Montseveny dite château de Montseveny (Prades)</li> </ul> <p>Monuments historiques classés (périmètres de protection de 500 mètres) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Eglise Saint-André (Burzet)</li> <li>- Eglise Notre-Dame-de-Prévenchères (Montpezat-sous-Bauzon)</li> </ul>

			- Borne milliaire (Pont-de-Labeaume)
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<p>Selon la dernière version de l'inventaire départemental (2017), 111 zones humides sont recensées sur le territoire de la CdC ASV sous forme de lentilles et sous forme linéaire.</p> <p>Se référer au rapport de présentation du PLUi, qui contient l'état initial de l'environnement.</p> <p>Les éléments de la modification simplifiée n'impactent pas les zones humides du territoire intercommunal.</p>
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	X	<input type="checkbox"/>	<p>Se référer au rapport de présentation du PLUi, qui contient l'état initial de l'environnement.</p> <p>Les éléments de la modification simplifiée n'impactent pas les éléments de la trame verte et bleue du territoire intercommunal.</p>
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	<p>Le territoire intercommunal est concerné par 6 ZNIEFF de type II et 16 ZNIEFF de type I.</p> <p>Se référer au rapport de présentation du PLUi, qui contient l'état initial de l'environnement.</p> <p>Les éléments de la modification simplifiée n'impactent pas les ZNIEFF du territoire intercommunal.</p>
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	X	<input type="checkbox"/>	<p>Le territoire intercommunal est concerné par un espace naturel sensible « massif du Tanargue et gorges de la Borne ».</p> <p>Se référer au rapport de présentation du PLUi, qui contient l'état initial de l'environnement.</p> <p>Les éléments de la modification simplifiée n'impactent pas l'espace naturel sensible du territoire intercommunal.</p>



Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	X	
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	X	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	X	
<b>5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :</b>			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	X	
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	X	
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	

Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	X	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	X	
<b>5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :</b>			
	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	X	
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	X	<input type="checkbox"/>	A proximité du site classé « coulées basaltiques et Pont du Diable de Thueyts »
D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	X	
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	X	<input type="checkbox"/>	Dans le périmètre de 500 mètres du monument historique « Immeuble dit Jaret » (Thueyts)
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	X	
D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	X	



D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	X	
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	X	
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	X	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	X	
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	X	
Autre protection	<input type="checkbox"/>	X	
<b>5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?</b>			
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Si oui, précisez :			
/			

### 6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

*Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).*

### 7. Autres procédures consultatives

<b>7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées</b>
<b>7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)</b>
<b>7.3 Procédure de participation du public envisagée</b>
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
- autre, préciser les modalités
Dossier mis à disposition du public pendant 1 mois, conformément à l'article L153-47 du code de l'urbanisme – selon les modalités définies dans la délibération du conseil communautaire du 5 novembre 2024

8. Annexes		
<b>8.1 Annexes obligatoires</b>		
1	Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comportant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input type="checkbox"/>
2	Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations ( <i>rubrique 2.5</i> ).	<input type="checkbox"/>
3	L'auto-évaluation ( <i>rubrique 6</i> )	<input type="checkbox"/>
4	Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
<b>8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant</b>		
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent		

<b>9. Engagement et signature</b>
-----------------------------------



Annexe II

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Thueyts	le,	6 novembre 2024
Nom	D'IMPERIO	Prénom	Cédric
Qualité	Président		

Signature

